

PROVISOIRE

E/2007/SR.42

24 mars 2009

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond de 2007

Segment général

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 42ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 24 juillet 2007 à 15 heures

Président : M. MÉMORÈS (Haïti) (Vice-Président)

puis : M. JAZAIRY (Algérie) (Vice-Président)

SOMMAIRE

Mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions nationales associées au système des Nations Unies (*suite*)

Coordination, programme et autres questions (*suite*)

e) Intégration d'une perspective de genre dans tous les politiques et programmes du système des Nations Unies

Questions économiques et environnementales (*suite*)

1) Femmes et développement social et questions de droits de l'homme (*suite*)

a) Avancement des femmes

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

En l'absence de M. Čekuolis (Lithuanie), M. Mèrorès (Haïti), Vice-Président prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 10

Mise en œuvre de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions nationales associées au système des Nations Unies (suite) (A/62/65, A/62/82-E/2007/66, E/2007/47 et E/2007/L19)

Projet de résolution E/2007/L19 : Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées aux Nations Unies.

Mme Herrera Caseiro (Cuba) présente le projet de résolution qui réaffirme, entre autres, la reconnaissance par les Nations Unies de la légitimité des aspirations des peuples des territoires non autonomes et la nécessité de leur apporter toute l'assistance possible. Elle espère que le texte sera adopté par consensus.

M. Loayza (Bolivie) déclare que sa délégation se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'appuyer le projet de résolution. Il rappelle que dans sa résolution 61/231, l'Assemblée générale a réaffirmé l'engagement de l'Organisation en faveur du développement des territoires non autonomes. Le rapport du Président du Conseil sur les consultations avec le Comité spécial sur la situation en ce qui concerne la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (E/2007/47) fournit des informations sur le rôle prédominant joué par le système des Nations Unies pour promouvoir les objectifs de la décolonisation et le développement des territoires non autonomes.

Il note en particulier les efforts entrepris en coopération avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) dans le domaine de la gestion des catastrophes. Ces organes régionaux mettent en œuvre les leçons tirées de l'évaluation des programmes et tirent pleinement profit des mécanismes de communication et de coopération du système des Nations Unies. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) mettent également en œuvre des programmes pour fournir

l'assistance aux territoires non autonomes afin de réduire leur faiblesse économique.

Le système des Nations Unies dans son ensemble doit contribuer comme il le fait dans d'autres régions du monde aux programmes d'assistance de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue notamment de promouvoir le développement économique et social des territoires non autonomes. Le Département de l'information et le Département des affaires politiques doivent de même travailler à attirer l'attention sur les possibilités d'assistance à ces territoires et sur le rôle important que peuvent y jouer les organes régionaux.

M. Ibarra Martinez (Observateur de la République bolivarienne du Venezuela) déclare que sa délégation en tant que membre du Comité spécial de la décolonisation réitère son appui à l'autodétermination des pays et des peuples coloniaux et demande aux puissances administrantes des territoires non autonomes de permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination y compris l'indépendance. Les puissances administrantes doivent de même adopter des mesures pour protéger les droits inaliénables de ces territoires comme le droit de disposer de leurs ressources naturelles y compris de leur terre. Le système des Nations Unies doit continuer à fournir l'assistance nécessaire à ces territoires après qu'ils ont exercé leur droit à l'autodétermination y compris l'indépendance.

Sa délégation souhaite être coauteur du projet de résolution parce qu'elle estime qu'il est important d'appliquer le mandat des Nations Unies sur la décolonisation avant la fin de la Deuxième décennie internationale pour l'élimination du colonialisme. Dans ce contexte, elle rend hommage à l'excellent travail du Comité spécial de la décolonisation et réaffirme la nécessité pour le Conseil de continuer à défendre les intérêts des territoires non autonomes.

Coordination, programme et autres questions (suite)

e) Intégration d'une perspective de genre dans tous les politiques et programmes du système des Nations Unies (E/2007/64)

Questions économiques et environnementales (suite)

1) Femmes et développement social et questions de droits de l'homme (suite)
(E/2007/27)

a) Avancement des femmes (E/2007/27, E/2007/64, E/2007/75 et E/2007/79)

Mme Mbugua (Bureau du Conseiller spécial sur les questions de genre et l'avancement des femmes) se félicite que la Déclaration ministérielle du Segment de haut niveau ait reconnu la nécessité de promouvoir l'égalité et l'émancipation ainsi que l'urgence de réunir une table ronde à la session actuelle du Conseil sur la participation des femmes à la lutte pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique. Elle souligne que le Conseil a toujours été au premier rang des efforts pour promouvoir l'élimination de la pauvreté et le développement durable ainsi que l'intégration de genre au système des Nations Unies et parmi les États membres. Il n'est pas possible d'atteindre ces objectifs en absence d'un mandat fort visant l'intégration d'une perspective de genre dans le financement pour le développement. A cet égard, elle espère que des apports significatifs relatifs au genre seront inclus au dialogue de haut niveau sur le financement du développement en septembre 2007 à New York et également au Forum de haut niveau de 2008 en vue de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris au Ghana et le suivi de la Conférence internationale de 2008 sur le financement du développement à Doha.

Dans ce contexte, elle rappelle que la 8e Réunion des Ministres de la condition féminine du Commonwealth sur le thème du financement de l'égalité de genre en vue du développement et de la démocratie qui s'est tenue en Ouganda en juin 2007 a souligné l'importance de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey en vue de la réalisation des objectifs de la Plateforme d'action de Beijing et du Millénaire du développement. Les participants ont souligné la nécessité d'identifier les sommes allouées par les gouvernements et les donateurs pour les questions de genre, de créer un environnement capable de favoriser l'esprit d'entreprise chez les femmes et l'accès au marché de leurs produits et assurer leur participation dans l'élaboration des politiques commerciales. Les ministres des finances ont été invités à mettre en œuvre des budgets axés sur les besoins des femmes. Le financement en vue de l'égalité et l'intégration des femmes sera le thème dominant de la 52e session de la Commission du statut

des femmes. Il faut souhaiter que les résultats de la session contribuent à l'examen de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.

A sa récente session en mars 2007, la Commission a examiné le thème de l'élimination de la discrimination et de la violence contre les enfants de sexe féminin. Bien que des politiques et des programmes soient actuellement en vigueur pour protéger les droits de ces enfants, la violence contre les femmes et les jeunes filles se poursuit de plus belle. La Commission a noté le rôle important que joue la société civile pour identifier les filles qui courent des risques afin de mieux les protéger. L'application de la Convention des droits de l'enfant et la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes au niveau national fournit un cadre solide pour protéger les droits de ces jeunes filles notamment dans des situations de conflit.

Elle se félicite dont fait mention le rapport du Secrétaire général sur l'intégration de la perspective de genre dans les politiques et programmes du système des Nations Unies (E/2007/64). Les données qui figurent dans le rapport ont été validées lors de la session de 2007 du Réseau inter agence sur les femmes et l'égalité de genre. En ce qui concerne la mise en œuvre des résolutions 2006/9 et 2006/36 du Conseil, elle déclare que la plupart des entités ont actuellement des stratégies d'intégration de genre et ont commencé à investir dans des formations relatives au genre, au renforcement des capacités et aux nouvelles approches. La formation à distance est un outil particulièrement utile pour toucher des membres du personnel qui sont en poste dans différents lieux d'affectation et contribue à accélérer le partage de l'information et des connaissances.

Les cadres supérieurs ont manifesté un plus grand engagement en faveur d'une approche intégrée genre en introduisant par exemple la formation obligatoire au management et au genre et en renforçant la responsabilité d'intégrer les femmes. Au plan national, le programme pilote Une ONU offre de nouvelles voies encourageantes pour intégrer le genre dans le travail des équipes nationales. Le Groupe de développement des Nations Unies a récemment approuvé des indicateurs pilotes de rendement de genre pour ce programme et a développé un processus de sélection d'équipes nationales pour élaborer des modèles d'intégration pour appuyer l'égalité de genre.

Des écarts évidents persistent néanmoins. L'analyse selon le genre qui est un outil important d'intégration n'est pas appliquée de façon systématique dans les politiques et les programmes. L'intégration d'une perspective selon le genre dans la gestion de formation basée sur des résultats demeure faible bien que la formation propose une excellente porte d'entrée pour l'intégration d'une perspective selon le genre dans les politiques et programmes. En outre, les systèmes de suivi n'ont pas encore été mis en place pour aider les entités à évaluer l'impact de la formation et des initiatives de renforcement des capacités pour le rendement du personnel par exemple.

Il est souhaitable qu'il y ait une plus grande action inter agence sur l'intégration d'une perspective selon le genre. Cette action exigerait un effort accru du Réseau inter agence sur les femmes et l'égalité de genre. Le Réseau fournit un forum pour des discussions élargies sur les questions relatives à l'intégration selon le genre. Ses efforts ont conduit à l'adoption en décembre 2006 d'une stratégie et d'une politique élargie des Nations Unies sur l'égalité des genres et l'émancipation des femmes par le Chef du Conseil des administrateurs pour la coordination, le premier cadre d'une telle politique pour les questions de sexe. Un système élargi d'action en vue de la mise en œuvre de cette politique est en voie d'élaboration par le Réseau.

La poursuite des progrès en vue de l'intégration selon le genre demande un effort concerté et un engagement inébranlable. Chacune des entités du système des Nations Unies a la responsabilité de promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation de la femme. Ce n'est qu'en associant la compétence sur des questions particulières et la connaissance acquise par l'expérience que l'Organisation sera en mesure de se rapprocher de l'objectif de l'égalité des sexes.

Mme Kulzhanova (Kazakhstan) déclare que l'égalité des sexes est un facteur clé du développement et de la réalisation des objectifs du Millénaire du développement, car les femmes continuent d'avoir un accès inégal aux ressources et aux occasions offertes. Elles souffrent d'abus, de violence, de pauvreté et de discrimination. Les États membres doivent garantir aux femmes des opportunités égales de développement économique, y compris la formation et l'accès au micro crédit, notamment aux femmes rurales et à celles qui vivent dans la pauvreté. Les gouvernements doivent garantir un salaire égal aux hommes et aux

hommes et allouer des ressources appropriées pour l'égalité des genres - y compris aux enfants et aux dépendants - pour le congé parental et, assurer des arrangements souples de travail pour les hommes et les femmes afin de favoriser l'harmonie entre le travail et la vie familiale. Les femmes doivent également être intégrées dans le processus de prise de décision économique.

Les questions de genre doivent être intégrées dans la législation nationale ainsi que dans les politiques et les programmes de développement du système des Nations Unies avec des allocations budgétaires appropriées.

La Consultation régionale de haut niveau du Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) sur l'égalité selon le genre et les droits basés sur la planification du développement et la budgétisation du Commonwealth des États indépendants (CIS) qui s'est tenue au Kazakhstan en mai 2007 constitue un exemple de coopération efficace entre les Nations Unies et les États membres. Les participants ont examiné les défis et les opportunités dans la planification du développement national et l'assistance axée sur les besoins des femmes basés sur les expériences des pays du CIS. Les participants ont adopté la « Déclaration d'Almaty » qui servira de contribution au Forum de haut niveau qui se tiendra au Ghana en septembre 2008.

Elle souligne que la société tout entière bénéficie du développement des femmes. Si l'occasion leur en est fournie, les femmes ne se contenteraient pas d'améliorer leur propre situation, elles feraient d'importantes contributions à la communauté internationale dans son ensemble.

Mme Gomez Oliver (Mexique) se félicite du travail accompli par le Conseil dans la promotion de l'avancement des femmes notamment en ce qui concerne l'intégration de la perspective de genre dans les politiques nationales et dans le cadre des Nations Unies. Elle déclare néanmoins sa préoccupation en constatant que plusieurs engagements pris par les États n'ont pas été mis en œuvre à temps et que les femmes continuent à souffrir de discrimination, de violence sexuelle et d'exploitation dans l'emploi. L'accès égal à l'éducation et aux possibilités d'emploi leur est dénié alors que de nouveaux défis exigeant des politiques et des programmes dont les femmes devraient particulièrement bénéficier se posent constamment.

Une attention particulière devrait être accordée au problème créé par la double discrimination dont souffrent les femmes qui appartiennent aux groupes les plus vulnérables comme celui des migrants et des populations indigènes.

Les progrès modestes réalisés au niveau national ne sont malheureusement pas traduits par des résultats concrets aux Nations Unies. Le niveau d'intégration des femmes dans le système des Nations Unies a été très limité, notamment dans des domaines qui ne sont pas directement concernés par la question des femmes. Il est par conséquent nécessaire de créer des mécanismes de contrôle efficaces pour un suivi adéquat des mandats approuvés par le Conseil sur cette question, notamment la formation obligatoire du personnel des Nations Unies sur les questions relatives au sexe et d'établir une base de statistiques fiables sur les progrès accomplis. La Commission sur le statut des femmes devrait renforcer ses interactions avec les autres organes subsidiaires du Conseil afin de coordonner des stratégies communes en vue d'appliquer des politiques relatives aux femmes.

Le Mexique a plusieurs fois exprimé ses préoccupations devant la fragmentation, la duplication des efforts, la manière inefficace dont les ressources sont administrées et le manque de coordination qui caractérise le travail actuellement mené par les organes des Nations Unies sur les questions relatives aux femmes. Pour que l'ONU exerce efficacement son rôle dans la promotion et la fourniture de l'assistance technique et la mise en œuvre des engagements internationaux pertinents, il est indispensable que les États membres effectuent une évaluation complète de l'architecture actuelle concernant le genre, en y incluant le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM), la Division pour l'avancement des femmes, le Fonds de la population des Nations Unies et l'Institut international de formation et de recherche pour l'avancement des femmes. Ayant à l'esprit que des obstacles sérieux à la mise en œuvre des instruments internationaux agréés comme la Plateforme d'action de Pékin demeurent, le renforcement de la capacité opérationnelle devrait recevoir la priorité du système.

Ce n'est qu'en se rapprochant des objectifs relatifs au genre fixés par la communauté internationale que les buts du Millénaire du développement seront atteints et que le développement

durable ainsi que le plein respect des droits humains de tous seront garantis.

Mme Kolontai (Belarus) déclare que son gouvernement a attaché une grande importance à la réalisation de l'égalité des sexes et à la garantie des droits des femmes au cours des dix dernières années. A cet égard, 2006 a été désignée comme l'année de la mère et 2007, l'année de l'enfant. Ce geste n'était pas qu'un geste symbolique. Il témoignait des efforts intensifs déployés par l'État pour appuyer les droits des femmes, des enfants et de la famille. Parmi les nombreuses mesures adoptées dans ce domaine, il faut noter l'élaboration d'un nouveau plan national pour éliminer la discrimination de genre dans tous les aspects de la vie sociale, notamment sur les lieux de travail et encourager les femmes à travailler dans des milieux qui sont traditionnellement dominés par les hommes. Les femmes de Belarus sont déjà bien représentées dans des positions importantes du monde des affaires et dans la sphère judiciaire. Elles constituent un tiers des députés du Parlement de Belarus et 45 % des conseillers municipaux. Un très grand nombre d'associations des femmes apportent une contribution importante à la société civile.

Belarus participe activement aux efforts pour combattre le trafic humain des femmes et des enfants y compris en s'assurant que des emplois sont disponibles pour les femmes, les rendant par ce fait moins vulnérables à ce genre de trafic. En 2006, à l'initiative de Belarus, l'Assemblée générale a adapté une résolution pour mieux coordonner la lutte contre le trafic humain. Elle souligne l'importance de la mise en œuvre de cette résolution et de l'élaboration d'un plan d'action des Nations Unies à cet égard. Les efforts entre les États, les organisations intergouvernementales et les ONG doivent être coordonnés afin de créer des partenariats dans ce domaine. Un certain nombre de conférences internationales sur le trafic des femmes et de jeunes filles ont eu lieu cette année à l'initiative du Belarus.

M. Majib (Iraq) déclare que l'Iraq est depuis longtemps un pionnier des droits des femmes et a travaillé à leur émancipation dans le domaine économique, familial et social. L'Iraq est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, mais des conflits successifs dans son pays ont rendu difficile l'application complète de cet instrument. Toutefois, la participation des femmes dans la société civile

s'accroît et des stages de formation sont proposés aux femmes. En Iraq, les femmes occupent des positions de responsabilité dans tous les secteurs de la société en dépit du fait qu'elles aient souffert de la pauvreté ainsi que de l'analphabétisme et de la malnutrition.

La nouvelle constitution prévoit des dispositions qui garantissent l'égalité des sexes. Tous les citoyens irakiens par exemple, qu'ils soient de sexe masculin ou féminin, ont le droit de participer à la vie publique, voter ou se faire élire et sont tous égaux devant la loi sans discrimination de sexe, de race, d'ethnie, d'origine ou de religion. En vertu de la constitution, l'État garantit la santé et la sécurité sociale à toutes les personnes, notamment aux femmes et aux enfants. Des dispositions concernent également l'habitat et les revenus. La Constitution a prévu une loi électorale disposant que 25 % des députés doivent être des femmes.

Le peuple irakien a besoin de l'appui de la communauté internationale pour garantir la stabilité et la sécurité nécessaires à la création d'une nouvelle société qui répondra aux besoins des femmes irakiennes et leur permettra de jouer pleinement leur rôle dans une société basée sur la démocratie et les droits de l'homme.

M. Jazairy (Algérie), Vice-Président, assure la présidence.

M. Mohamed (Soudan) déclare que son pays en vertu de sa culture attache une grande importance à la dignité des femmes et des hommes. Le Soudan a été l'un des premiers États à ratifier la Convention des droits de l'enfant et a également ratifié ses deux protocoles additionnels.

Reconnaissant l'interdépendance du développement et des droits de l'homme, la priorité a été attachée à l'émancipation et à l'avancement des femmes en tenant compte de la situation et des valeurs du pays. L'accent est mis sur des points critiques d'intervention qui ont permis de déboucher sur des résultats positifs.

L'accord de paix signé en janvier 2005 permet davantage de progrès pour l'avancement des femmes. La constitution provisoire fixe des objectifs en vue de la paix, de la justice du point de vue politique, économique et social pour toutes couches de la société aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Une politique nationale en vue de l'émancipation de la

femme basée sur l'héritage culturel du pays et conforme aux priorités mises en avant dans la Plateforme d'action de Beijing a été adoptée par le Conseil des ministres au mois de mars de cette année. Cette politique promeut la participation des femmes en tant que partenaires de plein droit du développement. Elle porte sur les domaines comme le renforcement des capacités des femmes dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'éducation, du pouvoir économique, de la participation à la vie politique, des processus de prise de décision, de la construction de la paix et du règlement des différends.

Bien que l'écart entre les sexes en matière d'enseignement supérieur soit maintenant plus avantageux pour les femmes, celles-ci sont en retard au niveau primaire. Des efforts nationaux concertés et l'appui de la communauté internationale sont indispensables pour améliorer cette situation et atteindre les objectifs internationaux convenus. La mortalité maternelle et infantile est encore élevée et exige des efforts intensifs. La représentation des femmes dans l'organe législatif a augmenté de 19 % et des mesures ont été prises pour atteindre le niveau de 25 % lors des prochaines élections.

Des décisions administratives ont été adoptées pour interdire des mutilations génitales des femmes dans les cliniques et dans les hôpitaux. Le Ministère de l'éducation a fait des efforts significatifs pour que l'attention soit attirée sur cette pratique dans les programmes d'enseignement. La société civile a été associée à cette démarche. Toutefois cette pratique est encore répandue et exige des efforts supplémentaires au niveau social pour préparer l'entrée en vigueur de la législation nécessaire à cet égard.

Bien que la violence sexuelle et le viol soient rares et sévèrement punis par la loi, il en existe encore quelques cas dans les régions troublées du Darfour. Des mécanismes juridiques ont été établis pour protéger les femmes et les jeunes filles et mettre fin à l'impunité. Des centres de réhabilitation psychologique ont été ouverts à l'intention des victimes. Certains cas peuvent être imputés au comportement d'éléments de la mission des Nations Unies et maintenant que la présence de forces combinées a été acceptée, il faut espérer que les Nations Unies feront en sorte qu'un tel comportement ne se renouvelle pas.

M. Goltyaev (Fédération de Russie) déclare que son pays est favorable à l'approche des Nations Unies

concernant l'égalité de genre. Cette approche a une importance considérable pour le développement social durable. Malgré des progrès évidents, la communauté internationale fait toujours face à une série de problèmes complexes concernant l'égalité de genre, notamment la féminisation de la pauvreté, le manque de mécanismes efficaces pour confier des responsabilités aux femmes, des écarts dans la législation sur la non-discrimination et la violence croissante contre les femmes. La Fédération de Russie s'est engagée à remplir ses obligations concernant la promotion et la protection des droits des femmes dans le contexte de l'application de la plateforme d'action de Beijing.

Atteindre l'égalité des sexes est une priorité des politiques nationales de la Fédération de Russie et à cette fin, une commission du gouvernement sur l'égalité des sexes a été créée dont l'une des tâches est d'élaborer un projet de stratégie nationale sur l'égalité des sexes. Le gouvernement prend un certain nombre de mesures pour garantir l'égalité des sexes dans les sphères sociales, économiques, éducationnelles et culturelles et met en place des cadres législatifs et institutionnels. La Fédération de Russie apprécie le travail de la Commission du statut de la femme des Nations Unies qui a joué un rôle de premier plan dans la promotion et la protection des droits de la femme, le renforcement de l'égalité des sexes et le développement d'un dialogue constructif. La politisation croissante du travail de la Commission est inquiétante et des efforts doivent être faits pour se pencher principalement sur les aspects pratiques de l'amélioration de la situation des femmes car il n'est pas juste d'utiliser le forum pour des initiatives opportunistes et la confrontation qui n'ont pas grand chose à voir avec le mandat, les objectifs et les activités de la commission.

Sa délégation se félicite des efforts des Nations Unies pour intégrer l'égalité de genre dans les activités de ses institutions et de ses mécanismes et note particulièrement le travail accompli pour la mise en œuvre de la résolution 2006/36 de l'ECOSOC, mais elle estime que beaucoup reste encore à faire. Les efforts à cet égard doivent être mesurés, bien planifiés et conduits à point nommé et non pas de manière précipitée afin d'accroître l'efficacité des Nations Unies de manière globale. Le travail de l'Institut international de formation et de recherche des Nations Unies pour l'avancement des femmes est

particulièrement important et son budget devrait consister uniquement en contributions volontaires. Les Nations Unies y compris le Conseil économique et social ont joué un rôle sans commune mesure dans la promotion de l'égalité des sexes et la Fédération de Russie se félicite de la coopération internationale à cet égard. Aussi est-elle ouverte au dialogue avec toutes les parties intéressées.

M. Martabit (Observateur du Chili) estime que les activités doivent continuer à se développer pour garantir l'égalité et l'émancipation des femmes. Dans le droit fil de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, le gouvernement chilien s'est engagé de manière ferme pour l'égalité de genre. Cet engagement est reflété dans l'Agenda relatif au genre de 2006 à 2010 – un instrument technique et politique qui fait la somme des principaux engagements dans ce domaine. Le respect de ces obligations incombe au Conseil des ministres pour l'égalité des sexes. Ces obligations ont été incorporées au système de programmation du gouvernement, ce qui permet au Président de faire des évaluations périodiques.

La réforme de la sécurité sociale qui est actuellement en cours prévoit une augmentation significative des retraites pour les femmes qui touchent un bas salaire. Une telle mesure améliorera la qualité de la vie des femmes retraitées et les empêchera de passer au-dessous de la ligne de pauvreté. La réforme garantira également à toutes les femmes une pension minimum qu'elles aient été ou non dans un emploi rémunéré ou qu'elles aient cotisé ou non au système de sécurité sociale. En ce qui concerne le congé parental, une loi a été promulguée qui établit le droit des pères à un congé payé de quatre jours à la naissance de leur enfant.

Par l'intermédiaire du Service national chilien pour les femmes, le gouvernement a élaboré un code des meilleures pratiques de travail et de non-discrimination pour l'administration centrale de l'État. Son objectif est de promouvoir des mesures et des programmes pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes. Ces mesures qui s'appliquent également au secteur privé comprennent la formation et le développement des carrières des femmes, la rémunération égale et l'équilibre des politiques travail/vie privée pour les hommes et les femmes. En termes d'opportunités égales dans le domaine de l'emploi, le plus grand défi auquel fait face le gouvernement est de lancer et appliquer des politiques

relatives à l'égalité sexuelle dans le secteur de l'emploi et améliorer les conditions de travail des femmes d'ici 2010. Une attention particulière est accordée à la création d'instruments qui permettront d'évaluer les résultats des politiques qui visent l'égalité des salaires et des emplois.

Intégrer les droits des femmes partout dans le système des Nations Unies continue d'être une priorité à l'ordre du jour de l'ONU. Il est essentiel d'intégrer une perspective de genre à toutes les questions qui y sont discutées. Le Chili présentera bientôt un projet de résolution sur l'intégration des droits des femmes dans le système des Nations Unies au Conseil des droits de l'homme. Il espère que le texte sera co-parrainé par d'autres délégations ainsi que par les institutions de l'ONU et des représentants de la société civile.

Mme Park Yu Ri (Observateur de la République de Corée) déclare que sa délégation appuie pleinement l'intégration d'une initiative de genre par les Nations Unies et se félicite des progrès accomplis à ce jour en termes de renforcement des capacités des agences et du personnel des Nations Unies dans ce domaine. Elle souligne que l'intégration de genre n'est pas une fin en soi mais plutôt une approche afin d'atteindre l'objectif de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes grâce à la mise en œuvre de politiques visant l'égalité de genre. Sa délégation appuie fermement l'idée d'un centre de convergence pour coordonner les efforts décentralisés en vue d'intégrer une perspective de genre au système des Nations Unies. Une plus grande attention devrait être accordée au développement de formules innovantes au renforcement des capacités et d'évaluer le contenu et la qualité des formations. Des initiatives d'intégration de genre devraient notamment prendre en considération la situation des femmes dans les pays en développement et les Nations Unies devraient accorder la priorité aux programmes et projets dont elles peuvent tirer profit ; des projets qui combinent par exemple l'égalité de genre et le développement social.

Sa délégation prend note avec appréciation des sept recommandations qui figurent au rapport du Secrétaire général et encourage fermement les organes des Nations Unies à développer des plans concrets d'action pour les mettre en œuvre et leur accorder la priorité.

Mme Phumas (Thaïlande) note que des progrès ont été accomplis pour l'intégration de genre tant au

niveau national qu'au niveau international, notamment dans le système des Nations Unies mais qu'un écart demeure entre la compréhension fondamentale des concepts relatifs à l'intégration de genre et leur application dans le travail quotidien. Des efforts doivent par conséquent être intensifiés pour construire des capacités individuelles et institutionnelles en vue de l'intégration de genre et assurer également l'égalité de genre et l'émancipation des femmes à tous les niveaux. La Thaïlande appuie la Plateforme d'action et la Déclaration de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes.

Elle note avec satisfaction que le Conseil des droits de l'homme continue d'accorder la priorité aux questions de la violence contre les femmes, à leur avancement, à l'égalité des sexes et à l'intégration de genre. Bien qu'elle ne soit pas membre du Conseil des droits de l'homme, la Thaïlande s'est associée à plus de 50 pays pour faire une déclaration commune sur la question d'intégrer une perspective de genre dans le travail du Conseil des droits de l'homme à sa session de mars 2007. Il est nécessaire que tous les mécanismes des Nations Unies et de leurs agences continuent de coordonner de manière étroite leurs travaux et leurs ressources afin de garantir que l'égalité de genre sera en tête de l'agenda global et que les engagements pertinents de la communauté internationale seront appliqués de manière effective et efficace.

Le gouvernement thaïlandais croit que le progrès pour les femmes représente le progrès pour tous et que la prise en considération des questions importantes pour les femmes favorise le développement de la société. La Thaïlande a fait des progrès considérables sur la question de la violence contre les femmes. Un certain nombre de projets sont lancés par les ministères concernés pour garantir que le pays pourra efficacement faire comprendre et attirer l'attention sur la violence contre les femmes. La Thaïlande poursuit également un processus de réforme éducationnel pour promouvoir la connaissance des droits des femmes et des enfants, du rôle de genre dans la famille et de la participation de la population dans le développement de la communauté indépendamment du sexe. Des efforts pour intégrer les perspectives de genre, combattre le harcèlement sexuel au travail et accroître la participation des femmes à la vie publique sont développés de manière constante.

La Thaïlande déploie également des efforts considérables pour atteindre les buts du Millénaire du développement sur l'égalité de genre et l'émancipation des femmes. En promouvant l'avancement des femmes et en luttant contre la violence qui leur est faite il est essentiel d'encourager une culture de l'échange des meilleures pratiques entre pays dans l'élaboration des lois nationales sur ces questions. Les institutions des Nations Unies concernées devraient également être encouragées à aider les pays à cet effet.

Il est important d'aborder le problème de la violence contre les femmes et de promouvoir l'égalité et l'émancipation des femmes ainsi que le concept d'intégration de l'égalité de genre au niveau des communautés de base en commençant par changer l'attitude des hommes et des adolescents ainsi que des femmes et des adolescentes. L'éducation joue un rôle significatif dans le développement d'attitudes correctes qui dureront toute la vie et serviront de mécanisme fonctionnel pour éveiller l'attention sur les droits des femmes, la confiance en soi et la notion de valeur propre chez les filles et les femmes ainsi que le respect des femmes, des garçons et des hommes.

Elle exprime sa préoccupation devant le manque de progrès dans la poursuite des objectifs d'équilibre des sexes des Nations Unies. Le système des Nations Unies doit faire son possible pour faire respecter ce principe. Elle encourage par conséquent toutes les organisations des Nations Unies à travailler pour atteindre ce juste équilibre.

Mme Munoz Ali (Bolivie) déclare qu'en tant que partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes et désireux d'appliquer la Plateforme d'action de Beijing, son gouvernement met en œuvre des changements politiques, économiques et sociaux malgré des conditions difficiles héritées des modèles néo-libéraux qui ont féminisé la pauvreté. En 18 mois, le gouvernement a mis en œuvre des politiques pour garantir l'accès égal aux services de santé, notamment dans les milieux ruraux et attache une grande importance au programme d'alphabétisation pour les hommes et pour les femmes. Il garantit la scolarisation des filles et des garçons par un système de bons scolaires et un programme de nutrition pour garçons et filles jusqu'à l'âge de cinq ans.

L'élimination de la discrimination sexuelle qui a caractérisé le processus de la décolonisation en

Amérique latine est un défi majeur. Les civilisations Aymara et Quechua ont toujours reconnu l'égalité aux femmes et ces traditions ont dans une certaine mesure survécu malgré l'inquisition culturelle et l'économie de marché. Elle a mis en évidence les formes d'exploitation dont ont souffert les femmes indigènes au cours de la période coloniale et leur participation dans les guerres d'indépendance.

En Bolivie qui connaît sa première présidence indigène, les femmes participent aux travaux de l'Assemblée constituante, discutent de leurs droits et présentent des demandes de caractère politique et social. Les femmes occupent des postes importants dans le cabinet qui leur assure une participation réelle dans le processus de prise de décision.

Elle attire l'attention sur la double discrimination dont ont souffert les femmes et souligne que le processus d'intégration de genre doit dûment tenir compte de ce groupe.

M. Torrington (Guyana) reconnaît qu'il existe plusieurs mandats des Nations Unies et de multiples accords entre les États membres des Nations Unies sur la question de l'égalité de genre. Une plus grande attention doit maintenant être portée sur la mise en œuvre avec succès de ces mandats. Les Nations Unies doivent donner le bon exemple des meilleurs principes et pratiques en intégrant l'égalité de genre dans tous leurs programmes. Sa délégation prend note avec intérêt du contenu du rapport du Secrétaire général des Nations Unies qui figure au document E/2007/64 et notamment sur le chapitre qui insiste sur la nécessité de renforcer les capacités des membres du personnel. La violence contre les femmes n'est pas seulement inique en elle-même. Elle empêche aux femmes de contribuer à la paix et au développement à tous les niveaux. Guyana contribuera activement au renforcement du système des Nations Unies en vue de promouvoir l'émancipation des femmes.

Mme Baquerizo (Équateur) déclare que sa délégation appuie les efforts pour promouvoir l'intégration de genre aux Nations Unies et se félicite des progrès accomplis à cet égard. Elle demande aux Nations Unies de s'assurer que l'intégration des sexes soit considérée comme une priorité et se déclare satisfaite de la création de la Commission des Nations Unies du statut des femmes. La parité doit être achevée dans tous les pays et des efforts doivent être faits pour

garantir la participation des femmes à tous les aspects de la société.

Mme Baiardi (Paraguay) déclare que son pays approuve tous les efforts de la communauté internationale pour améliorer le statut des femmes dans le monde et attire particulièrement l'attention sur la situation des femmes âgées qui constituent une partie importante de la population et dont les besoins sont souvent négligés. La situation des migrants et des orphelins devrait également faire l'objet d'attention étant donné que dans des situations de conflits, les orphelins sont souvent élevés par leurs grands mères qui doivent bénéficier d'une assistance et d'un appui spécial.

Décisions sur les recommandations figurant dans le rapport de la Commission sur le statut des femmes à sa 51^e session (E/2007/27)

A. Conclusions agréées sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence contre les filles

Le Président invite le Conseil à prendre une décision sur les conclusions agréées adoptées par la Commission sur le statut des femmes à sa 51^e session qui figurent à la Section A, Chapitre 1 de son rapport qui seront transmises à la réunion plénière commémorative de haut niveau consacrée au suivi des résultats de la session extraordinaire sur les enfants. Sans opposition, le Conseil décide de transmettre les conclusions agréées à la réunion commémorative.

Il en est ainsi décidé.

B. Projet de résolution : Situation et assistance aux femmes palestiniennes

Le Président invite le Conseil à examiner le projet de résolution sur la situation et l'assistance aux femmes palestiniennes figurant à la Section B du rapport.

M. Hayee (Pakistan) note que le Pakistan a présenté la résolution à la 51^e session de la Commission sur le statut des femmes et que le texte avait reçu un large appui. La résolution exprime la préoccupation de la Commission devant la grave situation des femmes palestiniennes dans les territoires occupés qui est la conséquence des colonies illégales de peuplement et de la construction sans base juridique du mur de séparation. La résolution demande le plein

respect des principes et des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Conventions de Genève de 1949. Elle demande également la fourniture urgente d'aide et de services pour alléger la grave crise humanitaire à laquelle font face les femmes palestiniennes et leurs familles. Il espère que la résolution aura l'appui du Conseil.

Le Président déclare qu'un vote a été demandé sur le projet de résolution

Le vote est effectué par appel nominal.

Le tirage au sort ayant désigné le Kazakhstan, le Président demande à sa délégation de vote en premier.

Pour

Algérie, Autriche, Barbade, Belarus, Bolivie, Cap vert, Chine, Costa Rica, Cuba, République tchèque, Danemark, El Salvador, France, Allemagne, Grèce, Guyana, Haïti, Indonésie, Iraq, Japon, Kazakhstan, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Mexique, Pays Bas, Nouvelle Zélande, Pakistan, Paraguay, Philippines, Portugal, Fédération de Russie, Arabie saoudite, Somalie, Afrique du sud, Soudan, Thaïlande, Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

Contre

Canada, États Unis d'Amérique

Abstention

Angola

Le projet de résolution est adopté par 38 voix contre deux et une abstention.

Prenant la parole pour expliquer son vote après le vote, Mme Shestack (États Unis d'Amérique) déclare que son gouvernement est concerné par la situation des femmes palestiniennes mais regrette également que des Israéliens innocents soient tués lors des attaques de terroristes palestiniens et que la communauté internationale ignore ce fait. Des résolutions partiales ne servent qu'à diminuer la possibilité pour les Nations Unies de jouer un rôle constructif pour faire avancer la paix qui profitera aux femmes palestiniennes et à tous ceux qui sont concernés par le conflit.

Intervenant pour expliquer son vote après le vote, **Mme Thompson** (Costa Rica) déclare que son pays attache une grande importance aux droits de toutes les femmes et a voté par conséquent en faveur du texte. Les femmes palestiniennes vivent une situation très

difficile dans les territoires occupés mais les organes des Nations Unies et la communauté internationale doivent renforcer les droits de toutes les femmes dans le monde, quelle que soit leur nationalité.

Mme Furman (Israël) exprime son étonnement devant l'adoption de la résolution qui ne peut être appliquée partout dans le monde et qui transforme une question humanitaire en un problème politique en attirant l'attention sur les femmes palestiniennes et en promouvant des normes inégales. Israël appuie les efforts pour améliorer la qualité de vie de toutes les femmes, mais ne considère pas que cette résolution soit appropriée. Elle est sélective et ignore les facteurs internes de la société palestinienne qui a des effets négatifs sur les femmes. Elle ignore également les effets nocifs du terrorisme et de la violence entre les Palestiniens sur les femmes palestiniennes et israéliennes.

Les femmes des deux côtés souffrent du conflit et des efforts sont faits pour diminuer les hostilités et rétablir la sécurité afin de créer des conditions économiques et sociales améliorées. Une approche sélective comme celle qui est montrée par l'adoption de la résolution ne contribue pas à ces efforts.

C. Projet de décision : Rapport de la Commission sur le statut des femmes à sa 51ème session et ordre du jour provisoire et documentation pour la 52ème session de la décision.

Le projet de décision est adopté.

Le Président annonce que le Conseil a terminé l'examen des recommandations qui figurent dans le rapport de la Commission sur le statut des femmes.

La séance est levée à 17 heures.